



Conseil économique
et social

Distr.
RESTREINTE

E/ICEF/1996/P/L.56
5 février 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE
Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire 1996
9-12 avril 1996
Point 3 d) de l'ordre du jour provisoire*

POUR SUITE A DONNER

RECOMMANDATION DE FINANCEMENT D'UN PROGRAMME DE PAYS DE COURTE DUREE**

Croatie

RESUME

Le présent document contient une recommandation concernant le financement au moyen de fonds supplémentaires du programme de pays de la Croatie, d'une durée de trois ans, destiné à appuyer des activités de durée limitée. Le Directeur général recommande au Conseil d'administration d'approuver le montant de 8 400 000 dollars de fonds supplémentaires, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales, pour la période 1996 à 1998.

* E/ICEF/1996/9.

** Afin de respecter les délais de présentation des documents, le présent document a été établi avant de disposer des données financières globales. Les ajustements définitifs, compte tenu du solde des engagements au titre de la coopération à des programmes à la fin de l'exercice 1995, figureront dans l'"Etat récapitulatif des engagements recommandés en 1996 pour les programmes à financer par prélèvement sur la masse commune des ressources et par des fonds supplémentaires" (E/ICEF/1996/P./L.43 et Add.1).

Données de base
(1994, sauf indication contraire)

Nombre d'enfants (en millions, 0-15 ans)	0,99
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (TMM5) (pour 1 000 naissances vivantes) (1993)	14
Taux de mortalité infantile (TMI) (pour 1 000 naissances vivantes)	12
Pourcentage des enfants présentant une insuffisance pondérale à la naissance (moyenne et grave)	...
Taux de mortalité maternelle (TMM) (pour 100 000 naissances vivantes)	...
Taux d'alphabétisation (pourcentage, hommes/femmes)	../..
Taux net de scolarisation primaire (pourcentage net, garçons/filles)	../..
Pourcentage des élèves de 1ère année entrant en 4e année	100
Pourcentage de la population ayant accès à de l'eau salubre	..
Pourcentage de la population ayant accès aux services de santé	..
Produit national brut (PNB) par habitant (dollars)	2 530

Enfants de 1 an ayant reçu une série complète de vaccins contre (en pourcentage) :

tuberculose :	92
diphtérie/coqueluche/tétanos :	85
rougeole :	90
poliomyélite :	83

Femmes enceintes vaccinées contre (en pourcentage) :

tétanos :	..
-----------	----

La situation des femmes et des enfants

1. La situation actuelle des femmes et des enfants en Croatie est marquée par deux éléments essentiels : a) la transition vers une économie de marché et une crise économique profonde, et b) l'impact de la guerre qui s'est poursuivie tout au long des années 1993 et 1994, qui ont vu de nombreuses villes croates en butte à des bombardements réguliers. En 1995, les forces croates ont entrepris deux opérations militaires et reconquis la plus grande partie du territoire qui était contrôlé par les Serbes de Croatie. La région a été ensuite réintégrée dans le système politique et administratif du gouvernement de Croatie, entraînant l'exode de quelque 150 000 Serbes ethniques de la

/...

"Krajina" vers les régions voisines de Bosnie et d'Herzégovine et vers la République fédérative de Yougoslavie. Toutefois, une petite partie de la Croatie (4 % environ), connue sous le nom de Slavonie orientale et riche en pétrole et en terres fertiles, reste sous le contrôle des forces serbes de Croatie. Les négociations menées en septembre et en octobre 1995 ont débouché sur un accord et un cessez-le-feu général et ainsi que sur un plan prévoyant le retour pacifique de la Slavonie orientale sous la juridiction du gouvernement de la Croatie.

2. La guerre et ses conséquences ont eu, pour la majeure partie de la population, un effet dévastateur sur l'économie et la qualité de vie. Des usines, des hôpitaux, des églises, des écoles et d'autres institutions ont été détruits et les hôtels sont occupés par des réfugiés et des personnes déplacées. Près d'un tiers de la capacité de production de la Croatie ainsi que 20 % du réseau des transports et une part importante du réseau électrique ont cessé de fonctionner depuis plus de deux ans. Outre les dettes financières colossales, le poids des réfugiés et des personnes déplacées a été énorme.

3. Les évaluations auxquelles ont procédé les équipes de l'UNICEF dans les villes de première ligne montrent que les enfants et les mères sont en danger et qu'ils ont un grand besoin de soins médicaux, nutritionnels, sanitaires et psychosociaux supplémentaires. Bon nombre d'enfants ont été victimes ou témoins d'actes de violence et d'agression horribles et traumatisants. Des enseignants et des parents ont signalé des symptômes de troubles liés au stress post-traumatique chez un nombre inquiétant d'enfants. Les enfants sont exposés pour la quatrième année consécutive à un recul du niveau de vie qui affecte leur santé, leur éducation, leur situation nutritionnelle et leur état psychologique. La dégradation de l'économie a entraîné des réductions des dépenses publiques consacrées à la santé, aux services sociaux et à l'éducation. Ces facteurs socio-économiques dévastateurs ont eu pour effet de soumettre l'infrastructure sociale à des contraintes excessives. Le filet de la sécurité sociale se trouve submergé par le nombre sans cesse croissant des bénéficiaires. Le système sanitaire, lui aussi, a été affecté par la situation économique médiocre. Il existe un manque de ressources pour l'achat de fournitures et de matériel médicaux et le système d'aide sociale n'est plus en mesure de supporter la totalité du coût de l'hospitalisation et des médicaments. Des efforts sont actuellement déployés en vue de réformer les systèmes sanitaire, éducatif et d'aide sociale, mais des obstacles sérieux doivent encore être surmontés dans ce processus de transformation.

4. Le gouvernement prévoit, à terme, le retour de quelque 190 000 personnes dans les zones réintégrées. Ceux qui sont déjà rentrés au pays se trouvent dans une situation extrêmement difficile, dans la mesure où ils retrouvent des foyers détruits, dépourvus de services sociaux qui puissent répondre à leurs besoins élémentaires. De plus, les engins non explosés représentent un risque

/...

extrême pour ceux qui rentrent au pays et pour les enfants vivant dans les régions qui ont été directement touchées par les hostilités. Les Nations Unies estiment qu'il pourrait rester près de 3 millions de mines le long des lignes de front.

Coopération au programme

5. En réponse aux situations d'urgence en 1994-1995, l'UNICEF a continué à apporter un soutien aux femmes et aux enfants dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'eau et de l'assainissement, et de l'aide psychosociale. En même temps, en réponse à une demande du gouvernement, l'UNICEF a mis en oeuvre un programme bisannuel de coopération axé sur la santé, la nutrition, l'éducation, les enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles et les droits des enfants.

6. Dans le domaine de la santé, les activités qui bénéficient de l'appui de l'UNICEF ont pour objet de réduire la morbidité et la mortalité liées aux infections respiratoires aiguës (IRA) et aux maladies diarrhéiques, ainsi que la fréquence des maladies infectieuses ou parasitaires, en particulier chez les enfants qui vivent dans des conditions sanitaires médiocres, dans des communautés comptant un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées. Les activités comprenaient la distribution de trousse de médicaments essentiels, de trousse de vitamines, de trousse de santé maternelle et infantile et de trousse d'hygiène. Le soutien de l'UNICEF à une campagne de vaccination permanente a consisté à assurer l'approvisionnement en vaccins, en équipement pour la chaîne du froid, et en vaccins destinés aux anciennes zones protégées des Nations Unies.

7. Les activités liées à la nutrition ont concerné l'appui d'une campagne de promotion de l'allaitement maternel et des activités visant à faire renoncer à l'utilisation généralisée des préparations pour nourrissons. Conjointement avec le gouvernement et les autorités locales, des programmes ont été lancés dont le but est l'éradication des déficiences en micronutriments (iode, fer et vitamines).

8. Les services de base au niveau de l'école primaire et du jardin d'enfants ont été renforcés par la fourniture d'équipement et de trousse pour les étudiants et les enseignants. L'UNICEF a organisé par ailleurs la formation en cours d'emploi des enseignants (à la psychologie de l'apprentissage efficace) dans les zones affectées par la guerre, de manière à renforcer leur capacité à répondre aux besoins des étudiants exposés au conflit armé, par un programme réduit de cours et des cours donnés par intermittence. L'aide à l'enseignement non formel a concerné la sensibilisation aux mines et la résolution des conflits. Des services psychosociaux ont été mis au point en vue d'aider les

/...

enfants traumatisés des écoles primaires. Des activités similaires ont été organisées pour les enfants dans les institutions préscolaires, les centres de réfugiés, les bibliothèques publiques et les institutions sanitaires. La clef de voûte du programme demeure la formation des prestataires et le développement de compétences simples permettant de reconnaître les symptômes traumatiques. L'UNICEF a apporté son appui à la mobilisation visant à motiver les décideurs, les législateurs, les fonctionnaires des gouvernements locaux et les dirigeants religieux à inscrire à leur ordre du jour les droits des enfants et des objectifs qui concernent les enfants. L'UNICEF a encouragé le gouvernement à commencer à oeuvrer à un programme d'action national pour les enfants et a contribué à formuler des plans d'action municipaux dans les villes affectées par la guerre, dans le cadre de l'initiative "Les maires, défenseurs des enfants".

Coopération recommandée au programme, 1996-1998

Montant estimatif des dépenses par année

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

<u>Fonds supplémentaires</u>	<u>1996</u>	<u>1997</u>	<u>1998</u>	<u>Total</u>
Santé	880	725	570	2 175
Nutrition	300	245	195	740
Education	760	625	490	1 875
enfants vivant dans des conditions particulière- ment difficiles	600	495	390	1 485
Activités de plaidoyer et mobilisation sociale	180	150	115	445
Soutien aux projets	<u>680</u>	<u>560</u>	<u>440</u>	<u>1 680</u>
Total	<u>3 400</u>	<u>2 800</u>	<u>2 200</u>	<u>8 400</u>

9. La stratégie du programme consiste à soutenir l'entretien, l'amélioration et la viabilité des services sociaux, la constitution de capacités dans les secteurs sociaux et le renforcement de la planification sociale, de la rentabilité et de la prestation des services. Elle vise aussi à mettre les familles et les communautés en mesure de participer plus effectivement au processus de reconstruction et de transition. La priorité sera accordée aux femmes et aux enfants dans les zones les plus affectées (9 pays sur 22, et 30 villes). L'initiative "Les maires, défenseurs des enfants" continuera à jouer

/...

un rôle de dynamisation et de mobilisation. Etant donné qu'en Croatie, les programmes sont financés exclusivement au moyen de ressources supplémentaires, une étroite collaboration s'est instaurée avec les donateurs au cours de la période précédente. Certaines réunions de concertation ont déjà eu lieu en ce qui concerne l'élaboration du nouveau programme et des contacts permanents seront maintenus parallèlement au déploiement des activités.

Stratégies transversales

10. L'approche consistera à réaliser les objectifs de la décennie qui sont pertinents dans le contexte croate. La priorité sera donnée à la mobilisation, à l'échelle de la nation, en vue de la réalisation des objectifs du Sommet mondial pour les enfants et de l'application effective de la Convention relative aux droits de l'enfant. Cet effort de mobilisation aura pour but l'élaboration d'un programme d'action national fondé sur la déclaration du Sommet mondial pour les enfants. Il sera capital, dans les trois prochaines années, de doter le programme d'action national d'une base législative, de sensibiliser les législateurs et les décideurs et de stimuler les activités de plaidoyer en faveur de cette éthique nouvelle. La participation active des enfants eux-mêmes sera encouragée. Le sous-comité du parlement croate pour les droits de l'enfant soutiendra le processus législatif et lancera des débats publics en vue de mobiliser les artisans de la politique et les décideurs en faveur du principe éthique des "enfants d'abord".

Santé

11. Le programme mettra l'accent sur l'amélioration de la qualité de prestation des services sanitaires, en insistant particulièrement sur la santé au niveau de la famille. Les familles et les ménages seront au centre de toutes les initiatives dans le domaine de la santé. L'UNICEF s'efforcera d'améliorer la couverture, la qualité et l'efficacité de la prestation des services de santé et de constituer, au sein du gouvernement, des capacités de gestion du secteur sanitaire dans les circonstances nouvelles. Une formation sera organisée à l'utilisation rationnelle des médicaments essentiels, notamment à l'évaluation des pratiques actuelles et à l'élaboration d'une politique des médicaments essentiels. L'accent sera mis sur la formation du personnel médical et des parents au traitement, aux soins et à la gestion des infections respiratoires aiguës selon des protocoles reconnus au niveau international. Le programme de vaccination aura pour priorité de rétablir les services de vaccination dans les zones réintégrées et de mettre un frein à l'augmentation de l'incidence des maladies évitables tout en garantissant un taux élevé de vaccination à l'échelle de la nation. L'UNICEF tendra en outre à renforcer le système national d'information sur la santé en vue de prévenir les grandes menaces qui pèsent sur la santé publique et d'y répondre. L'UNICEF aidera le gouvernement à satisfaire le besoin croissant d'introduction de l'éducation à

/...

la santé, à la nutrition et à l'hygiène dans les secteurs tant formel que non formel de l'éducation et d'assurer la formation des éducateurs et des professionnels de la santé.

Nutrition

12. Le programme s'attachera à augmenter le nombre d'hôpitaux "amis des bébés" dans le pays. La promotion de l'allaitement maternel sera assurée par le développement de la formation, par des campagnes dans les médias et par la modification des pratiques dans les hôpitaux. L'UNICEF plaidera pour qu'il soit mis fin à la distribution gratuite de préparations pour nourrissons dans les hôpitaux et les services de maternité et pour que se développent des pratiques appropriées d'alimentation des jeunes enfants. Les carences en micronutriments tels que la vitamine A, le fer et l'iode feront l'objet de mesures de contrôle et de prévention chez les groupes vulnérables. L'UNICEF a l'intention d'apporter son appui à la définition d'une politique nationale en matière de nutrition par la création d'un groupe d'appui multisectoriel.

Education

13. L'objectif consistera à garantir un enseignement de qualité en prise directe sur les besoins des enfants des niveaux préscolaire et primaire qui grandissent dans un pays soumis à des changements énormes. La stratégie de l'UNICEF consistera à soutenir les initiatives qui tentent de résoudre certains des problèmes résultant de la guerre : classes surpeuplées, manque de fournitures et de matériel d'enseignement et d'apprentissage, absence de formation en cours d'emploi pour les enseignants et les administrateurs des écoles, et destruction des installations scolaires. L'UNICEF continuera à soutenir et à élaborer, dans les écoles et les collectivités locales, des programmes concernant la sensibilisation aux mines, la dégradation de l'environnement et une éducation au développement qui mette l'accent sur la résolution des conflits, la tolérance et les droits de l'enfant. L'UNICEF encouragera la mise en place d'un projet holistique de développement de la petite enfance. Le projet sera axé non seulement sur l'enseignement préscolaire formel, fréquenté par 30 % seulement des enfants croates, mais aussi sur des stratégies informelles, intersectorielles qui seront élaborées en concertation avec le gouvernement, les parents, les groupes locaux de prise en charge des enfants, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organismes bilatéraux et multilatéraux.

Enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles

14. Par son aide, l'UNICEF contribuera à la planification et à l'élaboration, par le gouvernement, de politiques nouvelles pour les enfants les plus vulnérables. Le principal défi consistera à intégrer dans les services

/...

existants des pratiques nouvelles de soins aux enfants et à définir une nouvelle plate-forme multiprofessionnelle de coopération aux niveaux local et national. Dans cette entreprise, les principaux partenaires demeureront les ministères de l'Éducation, de la Santé et de l'Aide sociale et les Bureaux des personnes déplacées et des réfugiés. Les efforts déployés en vue de renforcer les capacités de prise en charge des enfants et des femmes traumatisés par la guerre seront poursuivis par le soutien à toutes les institutions et ONG concernées, l'accent étant mis en particulier sur le système éducatif. La formation et l'appui permanents pour les prestataires au sein du gouvernement et des ONG sont essentiels si l'on veut développer les compétences et éviter l'épuisement psychologique des travailleurs qui assurent les services. Une aide sera dispensée au Ministère de l'Aide sociale dans le cadre de l'élaboration de politiques nouvelles en matière de soins aux enfants particulièrement vulnérables. Des projets pilotes de services pour les enfants vivant en institution et pour le développement des soins non institutionnels aux enfants présentant des besoins spéciaux bénéficieront d'un soutien.

Plan de constitution des capacités d'intervention d'urgence

15. L'UNICEF poursuivra son aide au renforcement des capacités des partenaires gouvernementaux en matière d'intervention et de réaction rapides en cas de situations d'urgence, par la formation, l'orientation et la mise à disposition d'approvisionnements d'urgence. Des trousseaux d'urgence de réadaptation psychosociale ont déjà été constitués par l'UNICEF et les partenaires gouvernementaux. Ces trousseaux ainsi que d'autres fournitures d'urgence seront placés dans les régions à haut risque. Une formation appropriée sera dispensée aux partenaires locaux en vue de garantir l'utilisation correcte de ces équipements. L'UNICEF coopérera avec le Haut Commissariat aux réfugiés, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la santé et les ONG en vue de coordonner son intervention d'urgence.

Suivi et évaluation

16. Le suivi des besoins de la population-cible et de l'impact des interventions sera assuré de manière régulière, conjointement par le personnel de l'UNICEF et leurs homologues au sein du gouvernement. L'UNICEF apportera son aide au gouvernement pour l'élaboration d'outils de suivi et la formation du personnel concerné. Un examen des programmes à mi-parcours sera organisé en vue d'opérer les ajustements requis. Il sera procédé, vers la fin du cycle du programme, à une évaluation conjointe avec les organisations gouvernementales participantes et d'autres partenaires. Cette évaluation permettra de tirer les enseignements nécessaires et de définir les grandes lignes de l'intervention future.

/...

Soutien au programme

17. La planification, la mise en oeuvre et le suivi du programme de coopération proposé seront pris en charge par le bureau de l'UNICEF pour la Croatie. Le bureau et le personnel assureront la coordination avec d'autres organismes des Nations Unies, les ONG et les donateurs bilatéraux, de manière à éviter les doubles emplois.
